

11.1 Principaux indicateurs économiques

Après une récession historique en 2009, l'activité se redresse en 2010 dans les économies avancées. Ces dernières continuent de bénéficier du dynamisme des pays émergents, même si celui-ci s'atténue au fil de l'année. La reprise se révèle néanmoins très hétérogène entre les différentes économies avancées, notamment en Europe. Au total, le rythme de la reprise reste modéré au regard du repli de l'activité durant la récession : en 2010, l'activité des économies avancées ne retrouve pas son niveau de 2008.

En 2010, l'économie française renoue avec la croissance : le **produit intérieur brut** progresse de 1,5 % en moyenne annuelle, après une chute de 2,7 % en 2009 sans précédent depuis la seconde guerre mondiale. Corrigée du nombre de jours ouvrables, la hausse est de 1,4 %. Les flux d'échanges extérieurs rebondissent vivement après leur effondrement en 2009. La contribution du commerce extérieur à la croissance est légèrement positive, à + 0,1 point (après - 0,2 point en 2009). Toutefois le rebond des exportations en volume (+ 9,7 % après - 12,4 % en 2009) et celui des importations (+ 8,8 % après - 10,8 %) n'effacent que partiellement la chute sans précédent de 2009. En valeur, le solde extérieur se creuse à - 2,3 points de PIB.

L'**investissement** des entreprises non financières renoue avec la croissance (+ 2,4 % après - 12,2 %). Le déstockage des entreprises s'interrompt, et de ce fait, les variations de

stocks constituent le principal facteur de l'accélération du PIB.

Tandis que la demande des **administrations publiques** est affectée par le contrecoup du plan de relance de 2009, la consommation des ménages accélère. Après s'être stabilisées en 2009, les **dépenses de consommation des ménages** progressent de nouveau en 2010 (+ 1,3 %). Les achats de produits manufacturés renouent avec la croissance (+ 1,3 % après - 0,5 %). Le retrait progressif du dispositif de « prime à la casse » réduit les achats de voitures neuves, mais dans le même temps tous les autres grands postes de produits manufacturés accélèrent. Le **revenu disponible brut des ménages** accélère en 2010, à + 2,0 % en valeur après + 0,6 %. Toutefois, en raison de l'accélération des prix, le **pouvoir d'achat** des ménages ralentit.

Les rémunérations versées par les sociétés non financières (SNF) à leurs salariés augmentent au même rythme que leur **valeur ajoutée** en 2010. Le **taux de marge** des SNF se redresse toutefois de 0,9 point à 30,2 %. Au total, l'excédent brut d'exploitation s'accroît de 5,3 % en 2010 après avoir chuté de 11,0 % en 2009. L'épargne des sociétés non financières augmente sensiblement (+ 11,3 % après - 7,8 %). Le redémarrage de leur investissement reste en deçà de la progression de leur épargne, si bien que leur taux d'autofinancement continue d'augmenter (+ 5,8 points après + 3,6 points en 2009). ■

Définitions

Pouvoir d'achat : le pouvoir d'achat du revenu est la quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec le revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Ainsi, si les prix augmentent quand les revenus sont constants, le pouvoir d'achat diminue, alors que si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat peut augmenter.

Taux d'autofinancement : rapport de l'épargne brute à la formation brute de capital fixe (FBCF).

Taux de marge : rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée.

Taux d'investissement : rapport de l'investissement à la valeur ajoutée.

Administrations publiques, dépenses de consommation finale des ménages, institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF), produit intérieur brut (PIB), revenu disponible des ménages, valeur ajoutée : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Le PIB par habitant a varié dans les États membres de 43 % à 283 % de la moyenne de l'UE27 », *communiqué de presse* n° 91, Eurostat, juin 2011.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2011.
- « Les comptes de la Nation en 2010 – la croissance repart », *Insee Première* n° 1349, mai 2011.
- « Les comptes des administrations publiques en 2010 », *Insee Première* n° 1348, mai 2011.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Ressources et emplois de biens et services à prix courants

en milliards d'euros

Ressources	2009 (r)	2010	Emplois	2009 (r)	2010
Produit intérieur brut (PIB)	1 889,2	1 932,8	Consommation finale	1 562,6	1 604,1
Valeur ajoutée au prix de base	1 704,6	1 738,0	Ménages	1 057,8	1 084,8
Impôts sur les produits	200,9	210,3	Administrations publiques	467,0	479,9
Subventions sur les produits	-16,2	-15,5	ISBLSM	37,8	39,4
Importations	475,2	537,5	Formation Brute de Capital Fixe	373,0	373,3
			Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeur	0,5	0,6
			Variation de stocks	-12,7	0,2
			Exportations	440,9	492,2
Total des ressources et des emplois	2 364,4	2 470,3			

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Investissement par secteur institutionnel

	2010 en milliards d'euros	Évolution en valeur en %		Évolution en volume en %	
		09/08	10/09	09/08	10/09
Entreprises non financières	193,2	-12,4	3,0	-12,2	2,4
Entreprises financières	12,3	-14,9	-9,9
Administrations publiques	59,2	2,4	-7,8	2,4	-9,6
Ménages	104,8	-10,1	0,8	-9,3	-1,5
ISBLSM	4,0	5,0	4,0
Total	373,3	-9,4	0,1	-9,0	-1,2

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Capacité ou besoin de financement des secteurs institutionnels

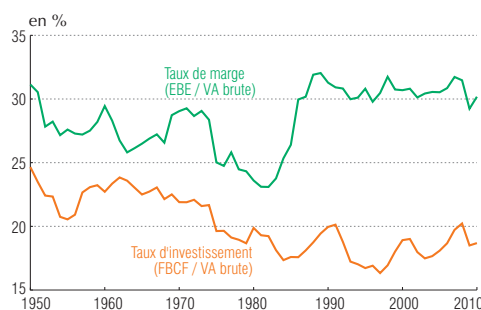
en milliards d'euros

	2008 (r)	2009 (r)	2010
Sociétés non financières	-58,0	-18,7	-25,4
Sociétés financières	22,9	30,5	31,6
Administrations publiques	-64,6	-143,1	-136,9
Administrations centrales	-68,7	-121,8	-112,4
État	-63,6	-117,1	-121,5
ODAC	-5,1	-4,6	9,1
Administrations locales	-9,4	-6,2	-1,7
Administrations de sécurité sociale	13,5	-15,2	-22,8
Ménages ¹	62,7	92,2	89,0
ISBLSM	0,7	0,2	-0,8
Nation	-36,4	-38,8	-42,5

1. Y compris entrepreneurs individuels.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Taux de marge et taux d'investissement des sociétés non financières

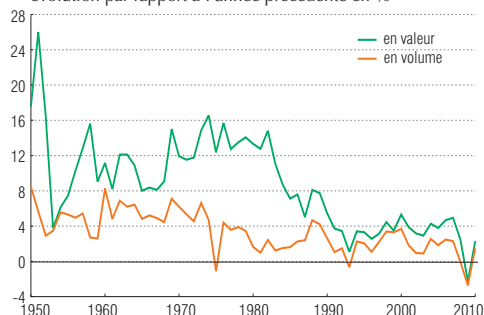


Champ : sociétés non financières hors entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Évolution du PIB en France

évolution par rapport à l'année précédente en %



Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Principaux agrégats de la comptabilité nationale par habitant

en euros courants par habitant

	2009 (r)	2010 (p)
Produit intérieur brut	29 292	29 805
Revenu disponible brut des ménages	19 647	19 925
Dépense de consom. finale indiv. des ménages	16 401	16 729
Épargne brute des ménages	3 246	3 197
Capacité de financement des ménages	1 429	1 373

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

PIB par habitant dans l'Union européenne

en indice base 100 pour l'UE à 27

	2009 (r)	2010 (p)	2009 (r)	2010 (p)	
Allemagne	115	118	Lettonie	52	52
Autriche	125	126	Lituanie	55	58
Belgique	117	119	Luxembourg	272	283
Bulgarie	44	44	Malte	81	83
Chypre	99	98	Pays-Bas	131	133
Danemark	121	125	Pologne	61	62
Espagne	103	101	Portugal	80	81
Estonie	64	64	Rép. tchèque (e)	82	80
Finlande	114	116	Roumanie	46	45
France	107	107	Royaume-Uni	113	114
Grèce (p)	94	89	Slovaquie	73	74
Hongrie	64	63	Slovénie ¹	88	86
Irlande	128	127	Suède	119	123
Italie	104	100	UE à 27	100	100

1. Ruptures de série en 2009 et en 2010.

Champ : les chiffres de base sont exprimés en standards de pouvoir d'achat (SPA), c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives. Cet indice est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

Source : Eurostat.